



Papillon Côtier

Défis des Communautés Côtières

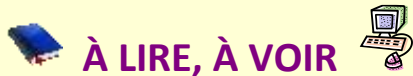


Rivière Bouctouche, NB
Photo : Amélie Boisjoly-Lavoie

Bon début d'automne à tous! Après un passage par le **babillard** et un aperçu des **événements à venir** (p.2), nous vous emmenons du côté des **Îles-de-la-Madeleine pour une belle nouvelle concernant le comité ZIP** (p.3), puis à l'**INSPQ** (p.4) avec le dépôt récent d'un rapport au sujet des changements climatiques et de la santé en Eeyou Istchee. Nous allons ensuite du côté du **Nouveau-Brunswick pour un suivi du projet longitudinal du côté de Dundas, Cocagne et Grande-Digue** (p.5). Nous poursuivons avec une présentation de l'outil **Repert'Eau** du ROBVQ (p.7), avec un retour sur le **projet ponctuel de l'OBV COPERNIC** (p.8), puis avec un article sur le **projet «Bancs d'essai » du comité ZIP des Îles-de-la-Madeleine** (p.9). Nous nous rendons ensuite à Shippagan avec un résumé du projet ponctuel **Comment suivre le processus d'appropriation d'outils d'adaptation par une communauté?** (p.10), ainsi qu'un **rapport sur l'adaptation et la gouvernance locale de la communauté de Shippagan** produit par un étudiant à la maîtrise (p.13), avant de conclure avec une **explication de la stratégie de communication de l'ARUC-DCC** (p.14). Bonne lecture!



Babillard!



À LIRE, À VOIR

SUR LE SITE DE L'ARUC-DCC
www.defisdescommunautescotieres.org

Bande annonce du film « Les berges à la dérive » de Susan Woodfine
<http://edgequebec.net/>

La stratégie de transfert et de communication externe de l'ARUC-DCC!
<http://www.defisdescommunautescotieres.org/stratcomm/fr>



N'OUBLIEZ PAS ...

Dans le cadre de la stratégie de communication, merci d'envoyer régulièrement vos actualités, nouvelles et projets à Amélie, à l'adresse suivante :
amelie_boisjoly-lavoie@uqar.ca

ÉVÉNEMENTS À VENIR

- Le 15^e Rendez-vous des OBV se tiendra du 16 au 18 octobre 2014 à Saint-Jean-sur-Richelieu. Pour plus d'informations, visitez le site web du ROBVG au : <https://www.robvg.qc.ca/services/formations/rdv15>
- Le 4^e Forum Saint-Laurent se tiendra les 29-30 octobre 2014 à Québec. Pour plus d'informations, visitez le site web du Forum au : http://planstlaurent.qc.ca/fr/gestion_integree/forum_saint_laurent/forumsaint_laurent2014.html
- La première du documentaire « Les berges à la dérive » de Susan Woodfine sera présentée le jeudi 6 novembre 2014 au cégep de Rimouski. La bande-annonce est disponible au <http://edgequebec.net/>.
- ACFAS 2015 à l'Université du Québec à Rimouski du 25 au 29 mai 2015 : <http://www.acfas.ca/evenements/congres>



MESSAGES SPÉCIAUX

- L'ARUC-DCC participera à l'organisation d'un colloque scientifique et d'une activité grand public dans le cadre de l'ACFAS 2015 qui se tiendra à l'Université du Québec à Rimouski du 25 au 29 mai 2015. Surveillez vos boîtes courriel dans les prochaines semaines, plusieurs d'entre vous seront sollicités!



ARUC-DCC: Nouvelles d'un partenaire!



Le comité ZIP des Îles est l'invité de l'Université Simon Fraser de Vancouver pour présenter un modèle de gestion intégrée en zone marine sensible

Le comité ZIP des Îles a été l'invité du centre des sciences côtières de l'Université Simon Fraser en avril dernier, afin de participer à un atelier de travail portant sur la gestion de zones marines sensibles. La vice-présidente de l'organisme, Lucie d'Amours, y a présenté l'historique de la démarche de gestion intégrée des plans d'eau intérieurs piloté par le comité ZIP depuis l'an 2000. C'est le projet « Comprendre le passé pour mieux gérer l'avenir » qui avait alors permis de réaliser l'importance de mettre en place une démarche de concertation axée sur l'approche participative des usagers afin de mieux connaître, protéger et développer ces milieux de façon durable. Pêches et Océans Canada s'était alors joint à cette démarche qui a mené à la formation de cinq comités de gestion intégrée des plans d'eau intérieurs dans l'archipel et a alors permis d'éviter, d'amoindrir, voir de résoudre de nombreux conflits d'utilisation. L'aménagement des zones côtières et le nouveau programme en Écogestion des risques côtiers (Groupe Collegia) du Campus des Îles ont aussi été présentés comme partie intégrante de cette approche, permettant de partager et d'appliquer la connaissance de nos milieux côtiers fragiles et vulnérables, en formant des techniciens pouvant agir et contribuer au développement durable de ces zones.

L'objectif de l'atelier était de permettre de partager au sujet des problématiques actuelles à Baynes Sound, sur l'île de Denman, au moyen de présentations d'une quinzaine de scientifiques, de mariculteurs et d'utilisateurs de ce milieu, particulièrement des aquaculteurs et des résidents. Les présentations de trois études de cas devaient permettre d'entrevoir des solutions. En plus des Îles-de-la-Madeleine, des représentants issus de projets dans la mer de Wadden au nord de l'Europe et dans la Baie Narragansett dans l'état du Maine (USA) servaient de cas d'espèce et de référence concrète vers cette recherche de solutions. La présentation effectuée par le Comité ZIP a suscité un bel espoir, de nombreuses questions et a semblé fournir des pistes de solution permettant d'entamer un dialogue entre les nombreux utilisateurs de ce milieu sensible. Les participants ont été impressionnés par l'approche Saint-Laurent permise par le réseau des comités ZIP chapeauté par Stratégie Saint-Laurent, organisme qui a grandement contribué à fournir des outils utiles au déploiement harmonieux de la gestion intégrée du Saint-Laurent.



Photo : Lucie d'Amours.



Photo : Lucie d'Amours.



ARUC-DCC: Nouvelles d'un partenaire!



Des résultats qui font du chemin!

Rapport « Changements climatiques et santé en Eeyou Istchee dans le contexte des évaluations environnementales »

Geneviève Brisson, Unité santé et environnement, INSPQ
Emmanuelle Bouchard-Bastien, Unité santé et environnement, INSPQ

En janvier dernier prenait fin un projet de recherche financé par Ouranos et par le PACC-volet santé. Il visait à mieux prendre en compte les risques à la santé associés aux changements climatiques et aux projets de développement dans les territoires cri. Pour ce faire, le projet intègre à la procédure légale actuelle d'évaluation environnementale québécoise actuelle une méthode d'évaluation des impacts à la santé, ainsi que des informations climatiques et socioculturelles. L'approche découle de recensions des écrits, d'analyse des pratiques et de consultations en territoire cri. Elle s'opérationnalise par une Boîte à outil qu'il est possible de consulter au : http://www.ouranos.ca/media/publication/353_Boite_outils.pdf, projet « Changements climatiques et santé en Eeyou Istchee dans le contexte des évaluations environnementales ».

Depuis la fin du projet, l'approche et la Boîte à outils ont été diffusées auprès de plusieurs partenaires importants du domaine de l'évaluation environnementale. Notamment, la Boîte à outils a été déposée le 17 septembre dernier à la Commission sur les enjeux des mines uranifères, nommée par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

Par ailleurs, l'INSPQ s'est donné le mandat de faire une nouvelle version de la Boîte à outils, qui sera cette fois adaptée au contexte des évaluations environnementales du Québec méridional. La mise en ligne de cette nouvelle version est prévue pour l'été 2015, sur le site de l'INSPQ (www.inspq.qc.ca).



Photo : Antoine Verville.



Photo : Antoine Verville.



LE DOSSIER: PROJET LONGITUDINAL DE L'ARUC-DCC

Évolution et avancement du projet longitudinal dans Cocagne, Dundas et Grande-Digue : le rôle central du GDDPC.

Omer Chouinard, professeur, Université de Moncton
Serge Larochelle, directeur général, Groupe de développement durable du Pays de Cocagne



Dynamisme au Groupe de développement durable du pays de Cocagne (GDDPC)

Le Groupe de développement durable du pays de Cocagne (GDDPC), dont la mission est de faciliter l'engagement citoyen pour assurer la viabilité des communautés du bassin versant de Cocagne, travaille avec trois collectivités locales, soit Cocagne, Grande-Digue et Dundas. Les deux premières sont situées sur le front de mer tandis que Dundas/Notre-Dame est localisée en amont du bassin versant de la rivière Cocagne.



Plantation d'arbres.
Photo: Serge Larochelle.

Organisation sociale, initiative locale et mouvements sociaux

Si Cocagne s'est dotée d'une Communauté rurale (équivalent d'une municipalité), à Dundas, le référendum est partagé 50/50 alors qu'à Grande-Digue on ne s'est pas encore prononcé sur la municipalisation. Cependant, les trois collectivités se sont lancées de plain-pied dans une planification rurale en vue d'avoir une connaissance plus approfondie de l'occupation du territoire (*land-use*). L'activité du Plan rural est menée en coordination avec la Commission des services régionaux de Kent (CSRK). Cette institution, qui a remplacé la Commission d'aménagement du district de Kent (CADK) en février 2013, est un réel appui pour les trois communautés du GDDPC.

Les activités régulières et annuelles ne manquent pas dans ce territoire. Saviez-vous que des déjeuners mensuels ou trimestriels sont organisés à Notre-Dame/Dundas et à Cocagne à partir de produits locaux? Ces déjeuners réguliers permettent un cadre informel pour échanger, discuter voire délibérer non seulement sur l'adaptation mais aussi sur l'adaptabilité pour pouvoir agir autant sur l'érosion et les inondations que sur l'organisation sociale en se dotant de règlements pour un environnement plus sain et convivial.

L'enthousiasme dans ces collectivités s'est concrétisé avec le mouvement d'inspiration britannique *Town in transition*. Ainsi le GDDPC a formé le mouvement « Transition Cocagne » qui lutte contre notre dépendance aux énergies fossiles. Que plus est, le GDDPC s'est inspiré du mouvement *Slow Food* d'inspiration italienne cette fois pour agir avec la communauté afin de consommer davantage de produits locaux. Ce mouvement, en lien avec l'entreprise coopérative « La Récolte de chez-nous » qui regroupe une trentaine de fermiers du sud-est du Nouveau-Brunswick, s'est connecté avec le réseau scolaire afin d'augmenter la consommation de produits locaux dans les écoles du sud-est du Nouveau-Brunswick dans une perspective de sécurité alimentaire. Plus de 10 000 élèves sont alimentés majoritairement de produits locaux quotidiennement. Des activités sont aussi menées par le GDDPC afin de montrer aux jeunes de 9 et 10 ans comment faire un jardin familial, de l'importance de planter des arbres et de découvrir la faune et la flore du milieu :



<http://www.ecopaysdecocagne.ca/index>. Toujours sous l'initiative du GDDPC et en lien avec Nathalie Beaulieu de l'ARUC-Défi des communautés côtières (DCC), un groupe de citoyens a mis sur pied l'initiative « Terre en Mer ». Il s'agit ici d'impliquer les citoyens dans la recension des lieux patrimoniaux et environnementaux à protéger. Afin de visualiser ces espaces, une carte (Google Map) est en construction.

Recherches action co-construites entre GDDPC et l'Université de Moncton

Grâce à l'implication de l'ARUC DCC et préalablement de l'ARUC-Économie sociale au Canada Atlantique ainsi que le Fonds de fiducie pour l'environnement du Nouveau-Brunswick, deux brochures ont été co-construites en partenariat avec le GDDPC ainsi qu'avec l'Association des pêcheurs récréatifs du sud-est du Nouveau-Brunswick (APRSENB). La première, de Chouinard *et al.* 2012, a pour titre : *L'adaptation au changement climatique dans les DSL de Cocagne et de Grande-Digue. Vers une planification côtière durable. Brochure d'information pour l'aménagement du littoral*. La seconde, de Mallet *et al.* 2014, est intitulée : *Guide d'accompagnement pour l'élaboration de projets portant sur la dynamique sédimentaire*. Ces deux brochures ont servi de base pour l'élaboration d'un plan rural sur l'utilisation des terres de ce territoire en vue d'un aménagement et d'une planification pour des communautés plus résilientes.

Par ailleurs, pendant la semaine du 6 octobre 2014, une équipe de chercheurs de l'ARUC-DCC de l'UQAR composée de Mélinna Noblet, post-doctorante, et d'Amélie Boisjoly-Lavoie, coordonnatrice de l'ARUC-DCC, ont mené la deuxième et dernière phase d'entrevues semi-dirigées et de focus group du projet longitudinal de l'ARUC-DCC sur le territoire de Cocagne, Grande-Digue et Dundas/Notre-Dame. Ces trois communautés ont facilement mobilisé des représentants pour les entrevues semi-dirigées et le focus group. Le GDDPC est enthousiaste de partager ses initiatives sur leur territoire depuis 2012.

Soulignons enfin que le projet **Adaptation Research, a Trans-disciplinary transnational community and policy centered (ARTisticc) (2014-2017)** (<http://www.artisticc.net/>), financé par le Forum Belmont à l'international et le CRSH au Canada, a retenu le GDDPC à titre de représentant de l'adaptation aux changements climatiques au Canada. Le GDDPC est fier de partager le développement de politiques d'adaptation avec d'autres communautés provenant de pays de l'hémisphère nord de la planète, en l'occurrence : la Russie (Tiksi dans la région du Yakutia en Sibérie), le Groenland (Uummanaq sur le littoral ouest), l'Alaska (Wainwright) dans le secteur arctique, la France (Baie de Brest) et le Canada (Cocagne/Grande-Digue) pour les pays tempérés, alors que pour le secteur des pays tropicaux les participants sont le Sénégal (Mbour) et l'Inde (Kanyakumari). L'originalité d'ARTisticc est de convier les chercheurs en sciences naturelles, sociales et d'histoire environnementale à développer des politiques publiques pour renforcer la résilience des communautés de Cocagne et Grande-Digue. Ces politiques devront s'enraciner dans les arts et la culture locale. Ainsi nous sommes à construire avec le GDDPC le développement de politiques d'adaptation appropriées.

Donc le dynamisme et l'effervescence sont manifestes au GDDPC. Ce groupe entrevoit le 250^{ième} anniversaire de Cocagne en 2017 avec beaucoup d'enthousiasme. Ainsi, la définition du Pays de Cocagne : « pays imaginaire où tout est abondant » démontre bien la capacité de résilience de cette communauté en vue de relever le défi de l'adaptation aux changements et aux variations climatiques du XXI^{ème} siècle en misant sur l'engagement citoyen.



Guilde d'été.

Photo : Serge Larochelle.



ACTUALITÉS DES PARTENAIRES DE PRATIQUE

ROBVQ



Le Répert'EAU : les bonnes pratiques québécoises en gestion de l'eau valorisées!

Catherine Ferland-Blanchet, chargée de projet, ROBVQ

Le Répert'EAU a été développé pour mobiliser les intervenants municipaux et leurs collaborateurs. Il permet de créer une communauté active liée par le partage de bonnes pratiques réalisées sur le territoire québécois. Il facilite l'application de ces bonnes pratiques dans d'autres régions, en fournissant des détails quant à leur planification et leur déroulement. Ainsi, il peut agir en soutien aux municipalités partenaires de L'Alliance de recherche universités-communautés sur le défi des communautés côtières (ARUC-DCC) en facilitant l'identification et la mise en oeuvre de solutions innovantes pour faire face aux défis qu'elles rencontrent.

Le Répert'eau et les défis des communautés côtières et riveraines

La gestion de l'eau et des écosystèmes aquatiques sont au coeur des défis auxquels font face les municipalités riveraines et côtières. La mise en oeuvre de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables, la gestion des inondations et des épisodes de submersion ou le contrôle des zones d'érosion riveraine en sont quelques bons exemples. Afin de répondre à ces défis, le Répert'EAU présente à la fois des pratiques innovantes en matière d'aménagement du territoire, de sécurité civile, de gestion des cours d'eau et de développement économique local et régional.

Des partenaires de l'ARUC mis en valeur

Parmi les bonnes pratiques déjà disponibles sur la plate-forme figure le cas de Sainte-Flavie, un partenaire de l'ARUC-DCC. Au cours des dernières années, des taux de recul variant entre 0,5 et 2 mètres par an ont été constatés dans l'estuaire du Saint-Laurent, où se situe cette municipalité. Sainte-Flavie est affectée principalement par deux types d'aléas, soit l'érosion et la submersion. Elle a d'ailleurs été déclarée communauté sinistrée suite aux tempêtes de décembre 2010. Il importait alors de mettre en place des mécanismes afin d'éviter qu'une situation similaire se répète. C'est dans ce cadre que la municipalité, en partenariat avec l'ARUC-DCC, a entrepris une démarche citoyenne et démocratique de planification du développement socio-économique. La planification stratégique en résultant permet de renforcer les capacités de résilience de la communauté, afin que d'ici 2020, en toutes saisons, Sainte-Flavie soit un milieu de vie prospère et vivant de son développement durable.

Un projet pour valoriser VOS bonnes pratiques

Les petites communautés côtières et riveraines confrontées aux aléas climatiques n'ayant souvent que peu de moyens et une connaissance limitée des solutions mises en oeuvre par leurs pairs en la matière, nous vous encourageons à alimenter le Répert'EAU de vos initiatives innovantes. Il a été élaboré par les OBV du Québec, le ROBVQ, la Fédération québécoise des municipalités (FQM), l'Union des municipalités du Québec (l'UMQ), l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ), la Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement du Québec (COMBEQ), Réseau Environnement et cinq ministères : Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques; Transports; Forêts, Faune et Parcs; Énergie et Ressources naturelles; et Affaires municipales et Occupation du territoire. Le répertoire est accessible à www.reperteau.info



ACTUALITÉS DES PARTENAIRES DE PRATIQUE



COPERNIC



Projet ponctuel 2013-2014 : Développement d'un outil informatique afin d'assurer le suivi des actions (outil SENAT) engagées par les partenaires des bassins versants de la rivière Nicolet et de son transfert aux organismes de bassins versants (OBV) du Québec et autres ONG agissant comme facilitateurs de processus de résilience

Karine Dauphin, directrice générale, OBV COPERNIC

COPERNIC est un organisme de bassins versants dont le principal mandat est d'élaborer et de mettre à jour un plan directeur de l'eau (PDE) et d'en promouvoir et suivre la mise en œuvre (*Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection, 2009*).

Le PDE est élaboré grâce à des démarches de concertation et d'échange avec les différents acteurs, qui doivent eux-mêmes réaliser les actions qui en découlent.

La mobilisation des acteurs dans la réalisation des actions reste cependant très difficile. En effet, le contexte régional, caractérisé par un milieu rural, implique que les maires sont pour la majorité en poste à temps partiel et les inspecteurs sont très peu disponibles (parfois un seul inspecteur est engagé par plusieurs municipalités).

C'est ainsi que COPERNIC s'est associé à Nathalie Beaulieu, de l'organisme Concert-Eau, pour tester l'outil SENAT (Suivi des Engagements et des attentes) qu'elle a développé, dans le but de répondre au faible engagement des partenaires à des projets. Cet outil permet ainsi l'expression des différents engagements pris et souhaités entre acteurs ou utilisateurs de l'eau. Son utilisation actuelle est sous forme de tableaux, transformés en registres, et permettent ainsi de relever des observations sur l'évolution des actions, les résultats obtenus et les conditions de succès par rapport à ce qui était attendu (voir le Papillon Côtier Bulletin n° 8 de septembre 2013 pour plus d'informations sur la démarche). Pour qu'il se veuille être plus pratique, un informaticien, M. Eddy Ngaba, est actuellement en train d'informatiser cet outil pour colliger les résultats du suivi de la réalisation des actions et les rendre disponibles pour l'ensemble des acteurs du territoire couvert par COPERNIC.

À la fin du projet, un outil clé en main pour le suivi participatif des engagements et des attentes des acteurs d'une communauté donnée permettra de faciliter le suivi de leurs projets d'accompagnement des communautés. L'outil informatique, disponible très bientôt, sera programmé sur des logiciels ouverts et gratuits.

Ce projet se réalise en étroite collaboration avec le ROBVO.



ACTUALITÉS DES PARTENAIRES DE PRATIQUE

COMITÉ ZIP DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE



Phase III du projet « Bancs d'essai dans une optique de gestion intégrée face aux enjeux liés à l'érosion côtière »

Marie-Hélène Bénard-Déraspe, chargée de projet, ZIP Îles-de-la-Madeleine



Photo: Marie-Hélène Bénard-Déraspe.

C'est au printemps 2012 que s'amorçait un premier projet de type bancs d'essai, mené par le Comité ZIP des Îles en collaboration avec plusieurs partenaires (scientifiques, ministères, municipalité, organismes, citoyens). Depuis, les activités se poursuivent afin de trouver des pistes de solution permettant de faire face aux enjeux liés à l'érosion côtière dans l'archipel. Complémentaire aux actions menées localement, l'initiative se base sur celles-ci dans le but de tester des méthodes alternatives d'interventions intégrées et écosystémiques qui favoriseraient la gestion durable du littoral. Les solutions pour contrer l'érosion ont souvent été l'aménagement de structures de protection lourdes, telles que les murets

et l'enrochement. Ces méthodes coûteuses demandent généralement des entretiens réguliers et peuvent aussi générer des effets défavorables sur l'évolution du littoral et même accentuer l'érosion en périphérie. Le développement de techniques de protection qui ne s'opposent pas à la dynamique naturelle s'avère donc une voie nécessaire à mettre de l'avant pour un avenir viable des communautés côtières.

En ce sens, de nouveaux travaux dans le secteur de la route 199 ont débutés entre le village de la Pointe-aux-Loups et la société Mines Seleine. Cette intervention stratégique, réalisée en étroite collaboration avec le ministère des Transports du Québec, a comme objectif de freiner l'érosion que subissent les extrémités de deux enrochements déjà en place du côté de la lagune de la Grande-Entrée. Pour ce faire, des ballots de foin seront installés au pied de la pente, au-dessus de la ligne des hautes eaux. Par la suite, une recharge en sable ainsi qu'un reprofilage de la pente sera effectué. Un tapis de coco sera posé sur le sable nouvellement apporté afin de stabiliser le tout. Éventuellement, une plantation d'ammophile à ligule courte sera effectuée pour assurer un meilleur maintien du sol. Très prochainement, d'autres travaux seront aussi réalisés aux abords d'un sentier qui longe la plage de l'Hôpital, dans le village de Fatima. Un muret de branches à la verticale y sera érigé afin de favoriser l'accumulation de sable dans une ornière permettant éventuellement la reconstruction de la dune bordière entre le haut de plage et le chemin d'accès menant au Grand Platier.

Notons que ce projet bénéficie d'un vaste support du milieu et est rendu possible grâce aux contributions financières de plusieurs intervenants.



ACTUALITÉS DES PARTENAIRES DE RECHERCHE UNIVERSITÉ DE MONCTON



Projet ponctuel 2013-2014 : Comment suivre le processus d'appropriation d'outils d'adaptation par une communauté?

Julie Guillemot, professeure, Université de Moncton, campus de Shippagan
Elise Mayrand, professeure, Université de Moncton, campus de Shippagan
Madeline Anne, Université de Bretagne Sud

L'adaptation des communautés côtières aux effets du changement climatique implique des modifications de comportements et de modes de vie. Plusieurs outils d'adaptation ont été conçus pour faciliter ce processus; citons en exemple la cartographie des risques, les documents de synthèse et les forums citoyens. Ces outils visent à faciliter les échanges de connaissances, le dialogue et la prise de décision.

L'objectif de la méthode que nous proposons ici est de faire un suivi de l'appropriation d'un outil d'adaptation par les usagers. Ce suivi fournit des renseignements permettant d'améliorer la démarche et aide à identifier, dans un contexte d'utilisation donné, les changements de mode de pensée et de comportement que l'outil d'adaptation génère. L'appropriation, dans le cadre d'un transfert de connaissances, réfère au processus par lequel une personne assimile les informations fournies par l'outil d'adaptation, les intègre à son bagage de connaissances et de savoir-faire (Lemire et al., 2009). Cette appropriation peut l'amener à modifier sa vision et ses comportements en conséquence, ce que nous essayons aussi d'évaluer dans notre approche.

Notre méthode a été testée à partir de l'utilisation de cartes représentant différents scénarios d'inondation ou d'érosion, cartes produites pour sensibiliser les acteurs de Shippagan et de Pointe-Brûlée aux risques côtiers et aux options d'adaptation (Aubé, 2014; IRZC, 2014). Dans ce contexte, les cartes sont plus qu'un instrument d'aide à la planification, elles permettent également aux occupants de la zone côtière de prendre des décisions tenant compte des effets du changement climatique. Le fait d'avoir des citoyens mieux informés permet aussi d'enrichir le débat dans le cadre des processus décisionnels collectifs.

Nous avons choisi deux modes d'évaluation complémentaires, à savoir un questionnaire soumis en entrevue et une grille d'observation comportementale utilisée lors de discussions de groupe. Le questionnaire permet d'aller chercher des indications sur le ressenti des individus et sur le niveau d'appropriation qu'ils estiment avoir atteint. D'autre part, l'observation d'un groupe interagissant autour d'un outil d'adaptation nous donne accès à une évaluation de l'appropriation telle que révélée par le comportement des individus plutôt que par leur ressenti. Le questionnaire et la grille ont été élaborés sur la base des objectifs auxquels l'outil cartographique est censé répondre, en nous inspirant principalement des travaux de Vanderlinden (2013). Ainsi, une appropriation optimale de l'outil amène les participants à identifier des changements de leur environnement, à remettre en question les représentations dominantes, à se sensibiliser (ex. sur les risques futurs), à dialoguer et développer une pensée créatrice, à prendre des décisions relatives à l'adaptation et à s'engager dans un processus de changement. Sur la base de ces objectifs, nous avons donc défini six axes constituant les critères d'appropriation de l'outil, intitulés Sensibilisation, Identification des risques physiques, Identification des conséquences socio-économiques, Engagement, Discussion, Processus de décision. Nous

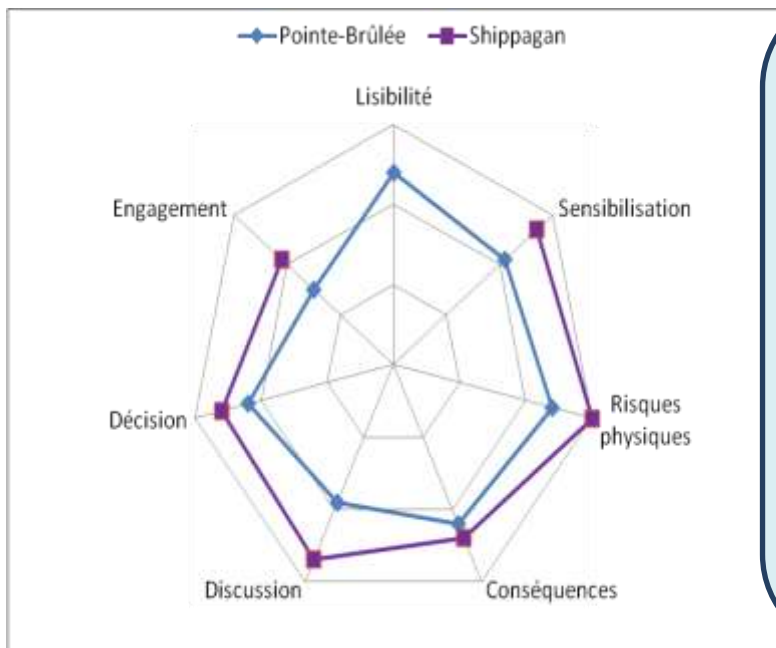


avons jugé nécessaire d'intégrer un septième axe nommé Lisibilité des cartes. Nous avons défini trois niveaux croissants d'appropriation reflétés soit par les réponses données aux diverses questions couvrant chacun des axes (questionnaire), soit par les observations faites par les chercheurs ou animateurs (grille d'observation). Afin d'uniformiser au mieux la compréhension des critères par les utilisateurs de la grille d'observation, nous avons décrit les axes et les niveaux d'appropriation en les illustrant par de nombreux exemples. Une version abrégée est aussi disponible (voir l'exemple de la figure 1), afin de faciliter le travail sur le terrain.

Axe Discussion		
	Énoncé	Commentaire
Niveau 1	Aucune discussion. Aucun échange entre les acteurs. Attitude de retrait. <i>Les gens restent dans leur coin, silencieux, ne posent pas de questions ou alors des questions hors-propos, etc.</i>	
Niveau 2	Peu d'échanges entre les acteurs, peu de cohésion. <i>Conversations, mais pas forcément en lien avec le sujet, peu de questions, etc.</i>	
Niveau 3	Beaucoup d'échanges entre les acteurs, forte cohésion, production d'idées. <i>Les gens discutent entre eux sur le sujet et posent beaucoup de questions en lien avec ce dernier, etc.</i>	

Figure 1. Exemple de la version abrégée d'un bloc de la grille d'observation.

Qu'il s'agisse du questionnaire ou de la grille d'observation, le système de cotation reste le même: c'est le niveau choisi (selon la réponse indiquée par le répondant dans le questionnaire ou selon la cote attribuée par l'observateur travaillant avec la grille) qui fait la note, dont la valeur varie entre 1 et 3. Nous avons choisi de présenter les résultats sous forme de « toile d'araignée », aussi appelée graphique radar. Ceci donne un rendu visuel percutant d'une situation, permet de déceler au premier coup d'œil quels sont les axes sur lesquels l'appropriation est faible ou élevée, rend possible la comparaison par superposition de deux communautés ou le suivi de l'évolution temporelle du processus d'appropriation. La figure 2 montre un exemple de résultats issus du questionnaire auquel ont répondu des acteurs de deux collectivités, Shippagan (13 répondants) et Pointe-Brûlée (25 répondants).



Axe Lisibilité: l'outil permet d'intégrer l'information de base.

Axe Sensibilisation: l'outil permet la sensibilisation aux processus du changement climatique (CC).

Axe Risques physiques: l'outil permet d'identifier des risques physiques associés au CC.

Axe Conséquences: l'outil permet d'identifier les conséquences socio-économiques associées au processus d'adaptation.

Axe Discussion: l'outil stimule la discussion et la pensée créatrice.

Axe Décision: l'outil influence le processus décisionnel concernant l'usage et l'aménagement du territoire.

Axe Engagement: l'outil stimule l'engagement dans un processus de changement.

Figure 2. Toile d'araignée représentant les résultats compilés des questionnaires passés aux habitants de Pointe-Brûlée et de Shippagan. L'axe Lisibilité n'avait pas encore été ajouté lorsque les questionnaires ont été passés à Shippagan.

Dans cet exemple, on constate que les répondants de Shippagan attribuent de façon générale une cote plus élevée aux questions reflétant chacun des axes que les acteurs de Pointe-Brûlée. Les premiers s'attribuent donc un niveau de compréhension des effets du changement climatique et de leurs conséquences plus élevé que ne le font les deuxièmes. Ils considèrent aussi faire montre d'un niveau plus élevé de prise en charge (discussion, prise de décisions, engagement). Cette différence peut sembler étonnante, puisque les résidents de Pointe-Brûlée ont subi des dommages plus étendus et plus graves que ceux de Shippagan lors des tempêtes de 2010. L'explication réside probablement en partie dans le fait que la démarche d'accompagnement, qui incluait la présentation des cartes illustrant les risques futurs d'inondation, a seulement débuté au printemps 2014 à Pointe-Brûlée alors qu'elle est en cours depuis 2011 à Shippagan. D'autres facteurs pourraient jouer, comme le fait que Pointe-Brûlée n'a pas de structure de gouvernement, alors que Shippagan est constituée en ville et a un conseil municipal. Cet exemple montre que la manière dont les acteurs s'approprient l'outil varie en fonction du contexte. Il importe donc d'analyser les résultats en tenant compte de questions telles « Depuis combien de temps les acteurs ont-ils accès à l'outil? », « Qui le leur a transmis et comment? » etc. Finalement, la méthode d'évaluation de l'appropriation que nous proposons ne doit pas être vue comme une approche visant à noter l'efficacité d'un outil mais davantage comme un moyen de faire un suivi instantané et régulier d'une démarche. Cet outil permet avant tout d'alimenter le dialogue et l'innovation au sein de l'équipe portant la démarche d'adaptation en l'amenant à discuter du protocole d'évaluation, des résultats obtenus et des progrès et défis que ces résultats laissent entrevoir.

Aubé, M., C. Hébert, A., Doiron (2014). Accompagnement de communautés de la Péninsule acadienne dans la planification de l'adaptation aux changements climatiques : année 3. Exercices de planification stratégique à Shippagan, Bas-Caraquet, Le Goulet et Sainte-Marie-Saint-Raphaël, Cap-Bateau, Pigeon Hill, Institut de recherche sur les zones côtières inc./Fonds en fiducie pour l'environnement du Nouveau-Brunswick: 82.

IRZC (Institut de Recherche sur les Zones Côtières). (2014). «Hausse du niveau marin et inondations : comment minimiser les dommages aux propriétés? Guide d'actions pour les propriétaires dans la zone à risque de Pointe Brûlée».2p.

Lemire, N., K. Souffez, M.-C., Laurendeau. (2009). Animer un processus de transfert des connaissances. Bilan des connaissances et outil d'animation INSPQ.

Vanderlinden, J-P.(2013). La scénarisation comme outil pour faire face aux risques côtiers émergents. Dans l'adaptation aux changements climatiques et à l'augmentation du niveau de la mer en zones côtières - Une perspective globale. Document vidéo. Canal U-TV Moncton.



ACTUALITÉS DES PARTENAIRES DE RECHERCHE UNIVERSITÉ DE MONCTON



UNIVERSITÉ DE MONCTON
EDMUNDSTON MONCTON SHIPPAGAN

Projet longitudinal à Shippagan : Rapport sur l'adaptation et la gouvernance locale de la communauté de Shippagan

Jérôme Le Gleut, Master 2 Aménagement et Développement des Territoires Maritimes et Littoraux, Université de Bretagne Sud, Lorient

Julie Guillemot, professeure, Université de Moncton, campus de Shippagan

Jérôme Le Gleut, étudiant en Master 2 Aménagement et Développement des Territoires Maritimes et Littoraux à l'Université de Bretagne Sud (Lorient), a fait un stage de 5 mois à l'UMCS, encadré par Julie Guillemot. Il a travaillé sur l'aspect gouvernance de l'adaptation aux changements climatiques et dans ce contexte il lui a été demandé d'examiner ce que les acteurs de certains secteurs exposés de Shippagan prévoyaient faire, individuellement ou collectivement, relativement aux risques d'inondation. C'est précisément sur cet aspect que le rapport porte.



Phare et aquarium de Shippagan. Photo : Julie Guillemot.

En résumé, le rapport porte sur le cas de la communauté côtière de Shippagan qui est confrontée aux impacts des changements climatiques, ce qui concrètement se traduit pour ce territoire par une augmentation progressive du risque côtier. L'objectif premier de l'étude est de faire le point sur la vision des acteurs locaux à propos de l'adaptation aux changements climatiques. Le second objectif est de proposer des pistes d'actions afin de favoriser la résilience du territoire. Il a été constaté que, malgré le fait que les acteurs soient conscients du risque et de la nécessité d'engager des mesures pour l'adaptation, ils sont dans une position d'attente. Le concept d'adaptation au changement climatique n'est pas forcément intégré aux processus décisionnels routiniers des acteurs privés ou publics. Cependant plusieurs pratiques, comme l'utilisation de plan d'urgence, n'auraient pas à être profondément modifiées pour que cela soit le cas. Les acteurs se sont aussi prononcés sur plusieurs approches d'adaptation. Certaines relevant de l'organisation privée, les plus plébiscitées étant celles qui coûtent peu comme le déplacement de documents stratégiques dans des espaces sécuritaires, d'autres de l'organisation collective comme la réglementation du développement dans les zones à risques ou la sécurisation de l'approvisionnement en eau. Pour ces deux approches, le porteur devait être la municipalité. La municipalité est identifiée comme un acteur stratégique, elle pourrait alors endosser d'autres rôles comme diffuser les mesures d'adaptation possibles. Toutefois, les répondants s'accordent aussi sur l'importance d'identifier des personnes clefs dans les organisations les plus à risque pour faciliter la coordination des efforts de préparation aux tempêtes ou lors des tempêtes. L'importance d'améliorer la communication sur les risques et les mesures d'adaptation et la coordination de tous a aussi largement été soulignée par les répondants. Des acteurs comme l'université pourraient être impliqués dans de telle stratégie. Le rapport complet se trouve dans les publications sur le site web de l'ARUC-DCC.



ET SI L'ON ÉCHANGEAIT ?

Stratégie de transfert et de communication externe de l'ARUC-DCC

Amélie Boisjoly-Lavoie, coordonnatrice de l'ARUC-DCC

La stratégie de transfert et de communication externe vise à supporter les objectifs et actions de l'ARUC-DCC, en assurant une plus grande cohésion et une gestion plus stratégique des actions de communication et de transfert destinées aux partenaires de terrain et de pratique. Elle intervient dans la continuité de la stratégie de communication publiée par l'ARUC-DCC en 2012, laquelle définissait les processus de communication internes, le rôle de chacun, les relations avec les médias, les publications, les gabarits des documents, ainsi que la gestion des langues. La communication au sein d'une organisation visant la transmission d'informations dans le but d'atteindre son ou ses objectifs, il apparaissait nécessaire d'élaborer une stratégie de communication complémentaire ciblant le transfert des connaissances aux partenaires, basée sur des objectifs définis et établissant un moyen de mesurer les progrès effectués. La présente stratégie servira donc au transfert de connaissances découlant de l'ARUC-DCC aux partenaires de terrain et de pratique, par l'entremise des actions déjà en place et des actions potentielles à mettre en œuvre.

Cette stratégie de transfert et de communication est l'aboutissement d'un long processus entamé au printemps 2013 par l'entremise d'un sondage dans lequel les partenaires de pratique et de terrain ont été questionnés sur les outils proposés par l'ARUC-DCC, les moyens de diffusion des informations et les relations entre les partenaires. Suite à l'analyse des résultats du sondage, des discussions en comités de codirection et de coordination et à une rencontre des chercheurs-contact, une analyse des forces, faiblesses, menaces et opportunités (FFMO) a été effectuée. En dernier lieu, un plan d'actions a pu être élaboré, basé sur un axe principal, des objectifs, des stratégies et des actions. Ce plan d'action constitue le cœur de la stratégie de transfert et de communication externe et peut être consulté sur le site internet de l'ARUC-DCC au : <http://www.defisdescommunautescotieres.org/stratcomm/fr>.

Vous pouvez vous abonner ou vous désabonner au Papillon Côtier sur notre site : <http://lists.defisdescommunautescotieres.org/mailman/listinfo/bulletin>

Pour toute question, contactez notre coordinatrice, Amélie, à l'adresse suivante : amelie_boisjoly-lavoie@uqar.ca



Alliance Recherche Universités-Communautés
Défis des communautés côtières
www.defisdescommunautescotieres.org

Réalisation et mise en page :
Amélie Boisjoly-Lavoie
Rédaction : partenaires de l'ARUC-DCC
Traduction : Emanuele Lucia



Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

